

**Enquête bâclée au
Congo-Brazzaville**
**Silence suspect des autorités
après l'explosion d'un dépôt
de munitions au coeur de
la capitale. Le nombre de
victimes reste inconnu**
p. 5

Congo-brazzaville.

Un mois après l'explosion d'un dépôt d'armement en pleine ville, les autorités tardent à fournir des explications et un bilan définitif des victimes.

Douleurs à « Brazza »



L'Observatoire congolais des droits de l'homme (OCDH) a exprimé, il y a quelques jours dans un communiqué, sa « vive préoccupation au regard de l'opacité dans laquelle se déroule l'enquête ».

Il réclame la mise en place d'une commission d'enquête internationale afin de garantir la transparence et l'objectivité de ses conclusions.

Plus d'un mois après l'explosion d'un dépôt d'armement en plein Brazzaville, la capitale de la République du Congo, l'enquête sur l'origine de l'accident piétine. Le 4 mars dernier, l'explosion d'un dépôt de munitions faisait, selon le dernier décompte officiel, 282 morts, plus de 2 300 blessés et près de 14 000

sans-abri dans le quartier de Mpila, dans le nord de Brazzaville. Les explosions ont été si puissantes que l'onde de choc a été ressentie jusqu'à Kinshasa, de l'autre côté du fleuve Congo. Cette catastrophe sans précédent a provoqué une vive émotion au Congo.

Combien de victimes ?

Passé le temps du recueillement, nombreux sont les Congolais à demander des comptes aux autorités du pays. Opposition, ONG et simples citoyens assurent que des centaines voire des milliers d'habitants sont morts dans l'explosion. Un volontaire européen, qui préfère garder l'anonymat par peur de ne plus pouvoir exercer sa mission, insiste sur l'ampleur du désastre : « *La caserne où a eu lieu l'explosion abritait un régiment de 900 militaires et leurs familles, il y avait aussi des centaines de stagiaires. Et les maisons autour de la caserne ont été soufflées*

Benjamin Toungamani, président en France de la Plateforme congolaise contre la corruption et l'impunité (PCCI), confirme ce jugement : « *La caserne hébergeait 400 nouvelles recrues, on recense des dizaines de milliers de sinistrés, les morgues ont vite été débordées. Le bilan est forcément minoré.* »

La presse tâche de faire son travail. Mais rien n'est évident. Gaston Elbi Enkari est journaliste au Centre de ressources pour la presse de Brazzaville, une ONG d'appui et d'aide aux médias congolais. Il explique l'impossibilité d'obtenir des informations. « *Il est très difficile pour un journaliste d'enquêter sur la question. Les seules sources accessibles sont les habitants qui ont vécu ce drame. Les autorités gardent un mutisme complet.* »

Certains s'aventurent à donner des chiffres. Marcel Guitoukoulou, opposant au régime de Denis Sassou-Nguesso, tenait, la semaine dernière, une conférence de presse à Paris. Il a parlé de « *1 500 à 2 000 morts* ». Un chiffre qu'il avance après des « *enquêtes de terrain, auprès de journalistes indépendants et d'amis dans les milieux militaires* ». Ainsi la ville et le pays tout entier bruissent ils de rumeurs. Des personnes auraient été jetées dans des fosses communes, d'autres dans le fleuve Congo, certains parlent de tas de cadavres de deux mètres de hauteur. Difficile de s'assurer

de la véracité des témoignages, cette affaire, hautement politique, requiert énormément de prudence.

Le gouvernement est aussi mis en cause sur les raisons du drame. La première piste fournie par les autorités faisait état de l'éventualité d'un court-circuit. Un volontaire français affirme détenir une information émanant d'une source proche du pouvoir : « *Des gens bien informés et proches du gouvernement m'ont parlé d'une tentative de coup d'État.* » Révélation de l'enquête,

« Le secret défense doit être levé et les ministres concernés entendus »

message passé pour faire oublier de possibles responsabilités de l'armée et des pouvoirs publics ? Difficile, encore une fois, d'assurer quoi que ce soit. L'opposant Marcel Guitoukoulou appelle à la prudence. « *Personne n'a de début de commencement de la vérité. Alors, martèle-t-il, le secret défense doit être levé et les ministres concernés doivent s'expliquer.* »

Comme par le passé

En attendant les conclusions de l'enquête et des résultats s'il y en a, beaucoup dénoncent un drame prévisible, une dangerosité mise en avant par des ONG. Cette interrogation est légitime : pourquoi maintenir des dépôts d'armes en pleine ville, alors que de tels accidents ont déjà eu lieu par le passé ? Les trois dépôts de la capitale ont été construits pendant la période coloniale, à l'extérieur de la ville. Mais l'urbanisation gagnant du terrain, ces dépôts se sont retrouvés progressivement en pleine zone d'habitations, dans le quartier de Mpila. Le pouvoir n'a jamais pris la peine de les déplacer, malgré plusieurs avertissements. L'accident du 4 mars devrait malheureusement réveiller les consciences. •

Philippe schaller